

Questions orales

[Traduction]

Pourquoi le gouvernement relâche-t-il son engagement envers les langues officielles?

L'hon. Jean J. Charest (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, cette brochure a été distribuée conjointement avec une émission télévisée qui a été diffusée hier soir tant en anglais qu'en français et qui portait sur l'environnement. Je pense que cette émission a remporté un certain succès. Environnement Canada a participé à sa réalisation, sans toutefois la diriger. Nous avons été heureux d'offrir un peu d'appui.

Je voudrais également souligner que, parce que le secteur privé a offert sa participation, cela ne veut pas dire que nous avons souscrit à quelque produit que ce soit, mais bien que nous avons collaboré ensemble. Il semble que la brochure ait été distribuée en français au Québec. Après que nous ayons découvert que c'était bien le cas, on nous a dit qu'elle serait disponible en anglais sur demande. Nous espérons que c'est vrai.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, j'ai en main la couverture de cette brochure, sur laquelle est clairement indiqué «Environnement Canada». Qu'il l'ait produite directement ou non, je crois que le ministère n'aurait pas dû permettre que la brochure soit distribuée en son nom en violation de la Loi sur les langues officielles.

Que fera le ministre pour corriger cet affront envers les minorités linguistiques canadiennes et pour s'assurer que cette situation ne se reproduira pas?

L'hon. Jean J. Charest (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je sais gré au député de soulever cette préoccupation, que nous prenons certainement au sérieux.

Nous avons ici un exemple de quelques-unes des difficultés que nous rencontrons à l'occasion lorsque nous voulons prendre des initiatives de ce genre de concert avec le secteur privé et un grand nombre de partenaires.

Je ne crois pas que ceux qui ont distribué la brochure aient agi de mauvaise foi. Ils voulaient sincèrement collaborer à cette initiative.

J'accepte les observations constructives du député et je lui assure que nous tirerons parti de cette leçon. En outre, nous examinerons ces initiatives beaucoup plus attentivement pour savoir comment nous y prendre pour distribuer des renseignements au public.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur.

Avant le début des négociations d'un accord Canada—États-Unis—Mexique, un certain nombre de porte-parole américains avaient annoncé leur intention de rouvrir l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis au sujet de la propriété culturelle des Canadiens.

• (1450)

Le ministre est-il disposé à dire à tous les Canadiens que si, au cours de la réunion qui aura lieu cette semaine, les Américains entendent rouvrir l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis pour avoir à nouveau accès à la propriété culturelle des Canadiens, il quittera la table plutôt que d'accepter pareille condition?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député propose que nous quittions la table si les Américains proposent de retirer quelque chose de l'Accord de libre-échange que nous ne sommes pas disposés à leur donner.

Je crois que c'est manquer de perspicacité. Nous voyons des avantages à conclure un accord nord-américain de libre-échange, quoique pas autant que nous en avons vu à conclure l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis. Notre commerce avec les États-Unis est de l'ordre de 200 milliards de dollars, alors que notre commerce avec le Mexique ne totalise que deux milliards de dollars, mais présente des avantages à plus long terme.

J'ai bien précisé dans les discussions que j'ai eues avec M^{me} Hills, M. Katz et d'autres fonctionnaires américains notre politique en ce qui concerne la réouverture de l'Accord de libre-échange à l'égard des produits culturels: il n'en est tout simplement pas question.

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, le ministre est-il en train de dire à tous les Canadiens qu'il ne permettra en aucunes circonstances que le Canada rouvre l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis à l'égard de la propriété culturelle, qu'il n'en est absolument pas question, qu'il ne négociera pas cette affaire?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai dit maintes fois que nous n'allions pas négocier cette affaire. Il n'est pas dans